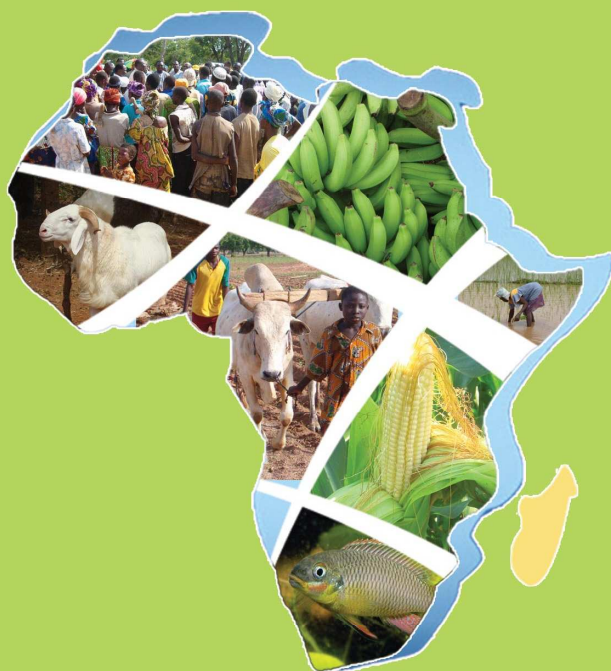


10 ans après la Déclaration de Maputo sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire



DECLARATION FINALE

**Rencontre de dialogue sur les progrès réalisés dans
la mise en oeuvre des engagements de Maputo
du 11 au 14 septembre 2013 à Monrovia (Liberia)**



**Monrovia (Liberia)
du 11 au 14 septembre 2013 à**

Nous, représentants des organisations de producteurs membres du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), réunis du 11 au 14 septembre 2013 à Monrovia (Liberia), sur notre initiative et en associant les représentants de la société civile ouest-africaine et d'ailleurs, des institutions d'intégration régionale, des coopérations bilatérales et multilatérales et des institutions de recherche ;

Après avoir procédé à la cérémonie d'ouverture présidée par le Vice-Président du Liberia en présence du Vice-Ministre de l'agriculture ;

Avons tenu un dialogue sur la mise en œuvre des engagements pris par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine à Maputo en 2003 dans le cadre de la déclaration sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, dont voici quelques extraits :

« *Nous, Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine réunis (...) du 10 au 12 juillet 2003 à Maputo (...) déclarons notre engagement à :*

- *Redynamiser le secteur agricole, y compris l'élevage, les ressources forestières et les pêcheries par l'introduction de politiques et stratégies spécifiques au profit des petites exploitations traditionnelles des zones rurales (...)* ;
- *Mettre d'urgence en œuvre le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDAA) (...). A cette fin, nous convenons d'adopter des politiques saines de développement agricole et rural et d'allouer chaque année au moins 10% de nos budgets nationaux à leur mise en œuvre, dans un délai de cinq ans ; (...)* »

Nos travaux se sont fondés (i) d'une part sur une étude réalisée par le ROPPA et ses organisations membres dans 10 pays en collaboration avec des experts de haut niveau africains (*Réseau de Recherche pour le Développement en Afrique (REPAD)*) et européens (*Centre Européen pour les Politiques de Gestion (ECDPM)*) ; et (ii) d'autre part, sur des éléments fournis par des institutions et structures partenaires du ROPPA telles que l'UEMOA, le RESAKSS, etc. ;

Ayant analysé les progrès réalisés depuis l'Appel de Maputo dans des domaines tels que les finances publiques, la productivité agricole, la pauvreté, les changements institutionnels et le commerce régional ;

Nous réaffirmons la pertinence de l'appel de Maputo qui témoignait d'une volonté politique affirmée pour valoriser le potentiel de l'agriculture en Afrique ;

Nous regrettons cependant que dans notre région, au regard des résultats des études menées, et contrairement à ce qui est régulièrement affirmé, l'agriculture n'est pas une priorité pour les Etats et encore moins les exploitations familiales dans notre région ;

Nous constatons des avancées notables dans le sens des engagements de Maputo, au nombre desquelles on peut retenir :

- Le leadership régional fort exercé par les institutions d'intégration régionale (UEMOA CEDEAO) depuis les processus participatifs et inclusifs d'élaboration des politiques agricoles régionales, donnant aujourd'hui une réelle légitimité et une forte adhésion des acteurs régionaux à la PAU et à l'ECOWAP ; nous saluons en particulier les efforts de mise en cohérence des politiques promues par ces deux institutions ;
- Quatre pays de la région (Mali, Burkina-Faso, Niger, Sénégal) ayant dépensé effectivement sur la période 2003-2013 au moins 10% du budget national dans l'agriculture, ce que nous saluons ;
- Des progrès institutionnels visibles au niveau régional, notamment à travers la mise en place de structures de financement (FRDA) et l'agence chargée de la mise en œuvre de l'ECOWAP ainsi que d'instances de suivi de la mise en œuvre de la politique ;

Nous constatons cependant d'importants défis à relever :

- L'insuffisance et la faible qualité des investissements publics réalisés dans le secteur agricole et rural en Afrique de l'Ouest et la poursuite du déclin de la part de l'agriculture dans les budgets nationaux sur la longue période ;
- Dix ans après Maputo et huit ans après l'adoption de l'ECOWAP / PDDAA, l'accroissement de la dépendance alimentaire de la région, en dépit des ressources naturelles productives importantes dont elle dispose (terres, eau) ; cette situation contribuant à fragiliser les économies nationales et le tissu social ;
- Le manque de critères consensuels définis initialement pour le ciblage des catégories d'acteurs devant bénéficier des dépenses publiques et notamment des exploitants familiaux ;
- Un sous-investissement dans les filières de l'élevage et la pêche, contribuant pourtant fortement au PIB des pays de la région ;
- L'insuffisante prise en compte des enjeux démographiques considérables auxquels les Etats de la région vont faire face d'ici 2050 ; et face auxquels l'agriculture familiale constitue une réponse en termes de création d'emplois pour les jeunes
- L'incohérence des objectifs de croissance agricole de la plupart des PNIA et de nombreux programmes d'investissement au regard des capacités institutionnelles des administrations publiques, des possibilités financières effectives et d'enjeux régionaux insuffisamment pris en compte ;
- Le recours trop systématique aux ressources extérieures pour le financement de l'agriculture, qui montre que ce secteur n'est pas véritablement une priorité pour les gouvernements et que l'avenir du secteur dans un contexte de réduction générale de l'aide publique au développement n'est pas garanti. Comme le dit l'adage africain, « *qui dort sur la natte d'autrui, dort pour ainsi dire à terre* ».

Face à ces constats, nous recommandons

Aux institutions continentales (UA, NEPAD), de :

- Mettre en place une instance permanente et ouverte aux Organisations paysannes, chargée de suivre et d'évaluer les avancées et contraintes dans la mise en œuvre des engagements sur la base d'indicateurs négociés ;
- Prendre de nouveaux engagements au plus haut niveau en faveur du développement agricole et de la sécurité alimentaire à l'occasion de l'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de l'Union Africaine en 2014 ;

Aux institutions régionales, de :

- Mettre en place un comité mixte de suivi de la mise en œuvre des engagements de Maputo et de l'ensemble des engagements régionaux, continentaux et internationaux des Chefs d'Etats concernant l'agriculture ;
- Conduire des Assises sur l'agriculture Ouest-africaine dans le but d'effectuer un bilan actualisé du secteur, de prendre de nouveaux engagements et de garantir la mobilisation des différentes parties prenantes du secteur rural ;
- Réduire les contradictions entre les politiques sectorielles dans la région, en particulier entre le TEC, les PNIA, et les politiques de gestion des ressources naturelles ;
- Accompagner les Etats pour qu'ils exercent un véritable leadership au niveau national pour mobiliser l'ensemble des parties prenantes et trouver le moyen de recourir à davantage de ressources financières internes et donc durables ;
- Garantir aux paysans des prix stables et rémunérateurs dans le cadre d'un TEC adapté, afin de limiter la fluctuation des prix
- Obtenir pour la CEDEAO le statut de membre de l'OMC, afin de négocier de mesures qui favoriseraient une meilleure protection du marché régional notamment par des droits de douane consolidés à un niveau plus élevé

Aux Etats de la région, de :

- Accroître de façon conséquente le volume des dépenses publiques en faveur de l'agriculture conformément aux engagements de Maputo, notamment pour les filières pêche et élevage
- Améliorer la qualité et le ciblage des dépenses publiques réalisés de manière à ce qu'elles contribuent à l'atteinte de l'objectif proclamé de modernisation des exploitations familiales
- Renforcer la concertation et le dialogue avec les organisations paysannes et la société civile dans le cadre de l'élaboration des politiques sectorielles de développement agricole et rural, mais aussi de leur mise en œuvre et de leur suivi ;
- Renforcer les capacités et les moyens des administrations publiques en charge de l'agriculture pour l'analyse des impacts des politiques agricoles et commerciales.

Aux partenaires au développement :

- Respecter leurs engagements en matière d'alignement de l'aide au développement sur les politiques, priorités et programmes définis aux niveaux national et régional ;
- Soutenir les approches participatives et inclusives pour la mise en œuvre des politiques sectorielles.

Les réseaux d'Organisations Paysannes

- S'engagent à développer et élargir l'observatoire des exploitations familiales en vue de mettre à disposition des administrations régionales et nationales des informations permettant un meilleur ciblage des interventions publiques en faveur des agriculteurs majoritaires ;
- Réaffirment leur adhésion aux processus de mise en œuvre de la PAU et de l'ECOWAP dans la perspective de modernisation des exploitations familiales ;
- S'engagent à renforcer leur organisation pour assurer un accroissement durable de la production et une adaptation de l'offre locale à la demande ;
- S'engagent à poursuivre et renforcer le dialogue sur la mise en œuvre des engagements de Maputo et à s'impliquer activement dans la mise en œuvre des politiques sectorielles touchant le secteur agricole.

Nous appelons les autorités libériennes à se faire notre porte-parole auprès des Chefs d'Etat de la CEDEAO et de l'UEMOA lors du prochain sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et de faciliter la coordination du comité régional mis en place par la Conférence pour le suivi des recommandations. Ce comité est composé des institutions régionales, de deux représentants des OP, de deux représentants des Etats membres et de deux représentants des partenaires au développement.

Notre message aux plus hautes autorités est que les paysannes et les paysans ne peuvent plus attendre car il y a tout pour atteindre les objectifs fixés par l'appel de Maputo !

Fait à Monrovia, le 14 Septembre 2013

La conférence